



Découvrez tous nos **bons plans** pour égayer votre week-end
Sortir, pages 20 à 22

Rassuré par son succès lors du premier débat présidentiel, **Joe Biden** a gagné des voix en Ohio
Monde, page 18



Suisse

Monde
Economie
Culture
La der

JIM WATSON/AFP

Lancement de la campagne

La droite se déchire sur la responsabilité des entreprises

Votations fédérales

29 novembre 2020

L'initiative «multinationales responsables» fait voler en éclats le camp bourgeois. La bataille s'annonce rude.

Florent Quiquerez Berne

Vêtu d'un vêtement africain, Isabelle Chevalley (PVL/VD) a apporté un peu de couleur dans le débat âpre qui entoure l'initiative sur les «multinationales responsables». Le texte veut que des entreprises ayant leur siège ici doivent rendre des comptes à la justice suisse pour leurs activités menées à l'étranger. Le scrutin se tiendra le 29 novembre prochain. Et le lancement de campagne sur ce thème hautement émotionnel a débouché sur une situation inédite, ce mercredi à Berne.

En début d'après-midi, ce sont les présidents du PDC, du PLR et de l'UDC qui accompagnaient la Vaudoise pour défendre le «non» et plaider en faveur du contre-projet. Plus tôt dans la matinée, un comité bourgeois comprenant les présidents du PBD, du PEV ainsi que des



Isabelle Chevalley (PVL/VD) brandit un outil du Burkina Faso pour dénoncer les conséquences qu'un oui aurait pour l'agriculture en Afrique. Du côté des partisans, on peut compter sur l'ancien conseiller national Dominique de Buman (PDC/FR), de retour aux affaires pour défendre l'initiative.

KEYSTONE



élus Vert'libéraux et PDC avançait ses arguments en faveur du oui. Le clan bourgeois est ainsi profondément divisé. C'est suffisamment rare pour être précisé. Voilà qui va faire des étincelles. Les deux camps ne se sont pas affrontés directement - arguant de part et d'autre que ce débat était sain dans la démocratie. Reste que les coups bas ont fusé au détour de leurs discours respectifs.

Le cas des PME

«Les PME ne sont pas concernées par ce scrutin. Ceux qui disent le contraire n'ont pas lu le texte», assène l'ancien conseiller national Dominique de Buman (PDC/FR), membre du comité bourgeois en faveur du oui. Selon lui, l'initiative est pragmatique et raisonnable. «Seuls quelques groupes ne respectent pas les droits humains. Il faut les empêcher d'agir de la sorte. En revanche, beaucoup d'entreprises ont compris qu'une économie ne peut survivre qu'en étant durable.»

«Les PME ne sont pas concernées par ce scrutin. Ceux qui disent le contraire n'ont pas lu le texte»

Dominique de Buman Ancien conseiller national (PDC/FR)

En face, la présidente du PLR, Petra Gössi, dit à peu près le contraire. Pour elle, si le but est juste, les instruments sont trop radicaux et pourraient avoir des conséquences dangereuses - et pas seulement pour les grands groupes. «L'initiative provoque un effet domino sur les PME suisses et nuit à notre économie déjà touchée de plein fouet par la crise du Covid.»

Vêtements et capsules de café

«L'initiative demande à la Suisse de faire la police au détriment de la souveraineté d'autres États. Et ce n'est pas acceptable», lâche Marco Chiesa, président de l'UDC. Il met également en avant le risque d'une concurrence déloyale. «Dans un magasin, vous pourriez avoir une capsule de café suisse qui doit répondre à des normes que ne devrait pas respecter la capsule italienne qui

se trouverait à côté sur l'étagère. Ce n'est pas normal.»

Plus tôt dans la journée, Beat Flach (PVL/AG) se mettait lui aussi du côté du consommateur, mais pour soutenir le texte. «Lorsque vous achetez un t-shirt, vous voulez être sûrs qu'il n'a pas été produit en faisant des dommages à l'environnement ou en violant les droits humains.» Pour lui, il ne s'agit pas d'imposer notre droit. «Mais l'économie helvétique doit défendre sa réputation et prendre ses responsabilités.»

Les exemples sur le terrain

«Une entreprise de ciment helvétique ne peut pas se montrer respectueuse de l'environnement en Suisse et polluer sans vergogne au Nigeria, illustre la présidente du PEV Marianne Streiff (BE). Cette attitude est incompréhensible. Tous les êtres humains ont la même valeur.» Et de rappeler que des pays comme la France, le Canada ou les Pays-Bas se sont déjà dotés de réglementations allant dans le même sens que celles envisagées dans l'initiative.

Grand connaisseuse de l'Afrique, Isabelle Chevalley (PVL/VD) appelle au contraire à ne pas faire le bonheur des gens malgré eux. «Avant de dénoncer le travail des enfants, il faut se demander pourquoi ils ne sont pas rendus à l'école. Parce que les structures manquent! Les parents les prennent donc avec eux aux champs.» Elle craint que les entreprises suisses quittent ces pays et laissent place à des multinationales issues de pays moins regardants. «En voulant sortir les enfants des champs, nous allons les appauvrir.»

Morale à tous les étages

«La question de la morale doit se poser avant celle des profits», plaide le président du PBD Martin Landolt. «La question des valeurs est centrale ici», ajoute Dominique de Buman, qui en appelle au «C» de PDC.

Piqué au vif, son président, Gerhard Pfister, rétorque qu'on peut aussi se battre en tant que chrétien contre cette initiative. «C'est une question de positionnement personnel.» Pour Isabelle Chevalley, cette initiative a pour seul but de «se donner bonne conscience».

Lire l'éditorial en une:
«Une bataille de titans»

L'initiative et son contre-projet

● **L'initiative** Aujourd'hui, il arrive que des multinationales basées en Suisse violent des droits humains ou ne respectent pas les standards environnementaux pour leurs activités à l'étranger. L'initiative, soutenue par un collectif de quelque 130 organisations, veut que ces entreprises rendent des comptes auprès de la justice suisse. Le texte instaure notamment un devoir de diligence, à savoir examiner quelles sont les répercussions de leur activité, prendre des mesures pour prévenir toute violation des droits de l'homme ou des normes environnementales, et y mettre fin. Le texte

prévoit enfin une responsabilité civile en dommages et intérêts pour toutes les filiales contrôlées économiquement. Les PME ne seraient pas concernées, à moins qu'elles ne soient actives dans des secteurs à risque, comme le commerce de l'or ou de diamants.

● **L'alternative** Pour s'opposer à l'initiative, le Conseil fédéral et le parlement proposent un contre-projet qui rentrera en vigueur en cas de non. Ce dernier a été concocté par la ministre en charge du dossier, Karin Keller-Sutter. Il s'agit ici de s'appuyer sur les instruments qui existent déjà et de s'aligner sur les réglementations interna-

tionales, notamment celles de l'Union européenne. Les entreprises de plus de 500 personnes devraient présenter des «rapports» sur le respect des droits humains, des normes environnementales ou la corruption. Ces rapports seraient non contraignants, mais rendus publics. L'idée est ici de jouer sur la réputation d'une entreprise, qui ne souhaite pas avoir de dégât d'image. Si de fausses indications apparaissent intentionnellement dans les rapports, l'entreprise peut se voir infliger une amende. Le texte parle également de devoir de diligence, mais uniquement dans certains cas précis. **F.QZ**

PUBLICITÉ

ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE
OSR.CH | 022 807 00 00

DANIEL HARDING
direction

FRANCESCO PIEMONTESE
artiste en résidence | piano

SCHUMANN | BERLIOZ

mercredi
07.10.20
20h00 — Victoria Hall

Grand Médecin
PICTET
Fondation du Groupe Pictet

Partenaire de diffusion
Partenaire radio

RTS
ESPACE 2

Avec le soutien de